JEAN KELLER
DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE QUAERO CAPITAL

Un œil sur la place

La finance suisse est (aussi) européenne

Même si la procédure de consultation n'en est encore qu'à ses débuts et qu'un référendum populaire se dessine à l'horizon 2028, il s'agit toutefois d'une avancée majeure dans la stabilisation d'un partenariat crucial mais fragilisé ces dernières années, notamment après l'interruption des négociations sur l'accord-cadre en 2021.

Mais à peine les textes ont-ils été rendus publics que les *Neinsager* de tous bords sont déjà montés au créneau, agitant le chiffon rouge de l'abandon de notre souveraineté, de l'assujettissement de notre pays à l'UE ou encore de notre prétendue soumission aux fameux «juges étrangers», qui font figure d'épouvantails dans le discours de la droite dure.

La Suisse n'est pas une île

Malgré ce que voudraient nous faire croire ceux qui pensent que la Suisse est un îlot de prospérité totalement affranchi de toute contingence ou pression extérieure, nous nous conformons déjà à des centaines de normes et de réglementations internationales.

Nous appartenons depuis des lustres à de nombreux organismes multilatéraux et nous sommes signataires de nombreux traités, conventions et accords internationaux – tels que les accords de surveillance financière, les conventions sur les droits de l'homme et de l'enfant et contre la traite des êtres humains ou encore les accords de Schengen et de Dublin – qui restreignent déjà, qu'on le veuille ou non, notre sacro-sainte liberté.

Cela nous permet par exemple de nous enorgueillir lorsque notre pays préside le Conseil de sécurité de l'ONU et fait ainsi entendre notre voix dans le concert des nations. Nous pouvons également nous sentir honorés de voir que c'est un Suisse, Alain Berset en l'occurrence, qui dirige le Conseil de l'Europe, cette organisation forte de 46 Etats membres qui promeut la démocratie, les droits humains et l'Etat de droit dans toute l'Europe et au-delà.

Il faut surtout relever que ces traités n'ont pas qu'un but politique. En effet, ce sont eux qui nous permettent de commercer en toute confiance avec nos partenaires et d'exporter nos biens et services dans le monde entier. En instaurant des règles uniformes et connues de tous, notamment en ce qui concerne la sécurité et les normes de fabrication, ces accords protègent ainsi les consommateurs et les entreprises. Prétendre nous en affranchir serait une grave erreur.

Ne pas nous comporter en enfants gâtés

Refuser de renforcer nos accords avec l'UE, c'est tout simplement vouloir profiter de ses avantages, en termes de commerce et de stabilité des échanges, sans vouloir en payer le prix. C'est vouloir faire partie d'un club sans en accepter les règles. Bref, c'est en quelque sorte se comporter en parasite.

Accepter le paquet proposé, c'est aussi rendre possible le retour dans notre pays de dizaines de milliers d'emplois

Et c'est non seulement illusoire (car qui peut croire que l'UE est dupe de notre attitude?) mais c'est surtout contre-productif. Tout d'abord, parce que la Suisse n'est pas de taille à lutter durablement contre l'Union européenne, mais surtout parce qu'il ne sert à rien de résister à la mise en œuvre de normes qui nous permettent de commercer profitablement dans un très grand marché unique et qui établissent des règles du jeu équitables pour tous.

Bien sûr, il est important de défendre nos spécificités et nos acquis, notamment en matière de salaires. C'est ce qu'ont fait nos négociateurs avec acharnement depuis dix-neuf ans. Mais à un moment donné, il faut admettre que l'on n'obtiendra plus de nouvelles concessions et accepter le fait qu'il sera difficile de trouver un meilleur accord.

Nous qui nous vantons d'être les maîtres du compromis helvétique, grâce à notre système proportionnel qui évite qu'un camp impose seul ses vues aux autres, nous devrions appliquer le même principe en matière de politique étrangère et accepter de ne pas avoir gain de cause sur tous les plans.

La Suisse a besoin d'une place financière intégrée

Avec 8400 milliards de francs d'actifs en 2024, la place financière suisse occupe le premier rang mondial en termes de gestion transfrontalière. Elle représente ainsi 9,4% du PIB de notre pays et génère 20 milliards de francs de recettes fiscales. En ce qui concerne la gestion d'actifs, la Suisse a devancé l'Allemagne en 2024 pour se hisser sur la troisième marche du podium européen.

Bref, qu'il s'agisse de gestion privée ou institutionnelle, la finance helvétique est un facteur incontestable de notre succès national et participe de façon significative à la richesse de notre pays.

Ces chiffres pourraient laisser penser que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes et qu'un accord avec l'UE est superflu. Ce serait oublier que le secteur financier suisse reste une industrie d'exportation soumise à une très forte concurrence internationale, qui dépend fortement de sa capacité à exercer son activité sur un pied d'égalité avec nos voisins.

Pour en assurer la pérennité, il est donc indispensable que la Suisse trouve un accord durable et solide avec l'Union européenne, afin d'obtenir un libre accès au marché et maintenir dans notre pays une expertise de haut niveau. Car il ne faut pas oublier que si les banques et gérants d'actifs suisses ont pu se maintenir en tête des classements européens, c'est en s'établissant physiquement chez nos voisins et en y déplaçant des postes de travail à haute valeur ajoutée.

C'est donc tout un savoir-faire en matière de fonds de placement et de gestion d'actifs qui s'est déplacé à Luxembourg, Londres, Paris ou Francfort et c'est autant d'emplois locaux bien rémunérés et d'impôts importants qui ont échappé à notre pays.

Permettre à la Suisse de faire enfin jeu égal avec ses concurrents en acceptant le paquet proposé, c'est donc non seulement reconnaître les améliorations importantes des accords obtenues par nos représentants, mais aussi rendre possible le retour dans notre pays de dizaines de milliers d'emplois et améliorer les finances publiques.